

Casse sociale, casse industrielle, blocage écologique : Agir !

En quelques semaines, la brutalité du capitalisme s'abat sur le monde du travail. Des destructions d'emplois, d'industries, de services publics, sont annoncées. Les syndicats comptent 150 000 postes menacés (CGT) chez Michelin, Auchan... L'automobile est en bataille concurrentielle sur l'électrification générale au détriment des transports collectifs. Les guerres (l'invasion de l'Ukraine par la Russie) renchérissent l'énergie.

Le démantèlement du fret ferroviaire au nom des principes européens de la concurrence bloque le progrès écologique au profit des camions émetteurs de gaz à effet de serre. 4000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale affaiblissent la qualité d'enseignement au profit d'un tri social des élèves (« groupes de niveau »).

Le travail humain est méprisé

Les priorités de Macron depuis 7 ans vont aux actionnaires (Michelin : 1,4 milliards de dividendes versés), aux cadeaux fiscaux qui appauvrissent les budgets publics. 200 milliards d'aides publiques, dont 80 milliards de baisses de cotisations sociales, sont offerts chaque année aux entreprises. Les plus puissantes ont le droit de vie et de mort sur les sous-traitants et sur l'emploi.

Ainsi s'accroissent les injustices, la détresse sociale, au profit des possédants. Le travail humain est méprisé, alors que les salarié-es ont des solutions. Il faut les entendre !

Les pouvoirs publics, les élu-es, doivent agir !

Un débat doit avoir lieu à l'Assemblée nationale pour des mesures d'urgence :

◆ Décider un moratoire ou un veto suspensif sur les suppressions d'emplois.

- ◆ Avec l'intersyndicale, ouvrir une négociation nationale.
- ◆ Écouter les salarié-es qui ont des propositions. Par exemple dans l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), avec la reprise de Duralex en SCOP. Ou la mise sous contrôle public des usines en ré-utilisant les aides publiques versées aveuglément.
- ◆ Refuser la décision de la Commission européenne sur le fret ferroviaire.

Garantir les salaires jusqu'au retour à l'emploi

En aucun cas, les travailleurs-euses ne doivent subir les conséquences de gestions dont ils/elles sont exclue-es. Il convient d'examiner les aides financières reçues et les profits réalisés par les multinationales. Cet argent doit assurer le maintien des salaires jusqu'à retour à l'emploi avec la même qualification.

Ce serait un pas en avant pour généraliser une Sécurité Sociale du travail.

Les travailleurs et travailleuses, qui créent la richesse, doivent avoir le droit de contrôle sur les productions, les services, la bifurcation écologique.



Défendre, développer et démocratiser les Services Publics



Ils sont un outil de solidarité, un frein à la fracturation de la société, une nécessité face aux risques d'exclusion, notamment dans les quartiers populaires ou en milieu rural. **Ils sont le bien commun de toutes et tous.** Se mobiliser pour les défendre est vital, mais pas suffisant. Il faut démocratiser les Services Publics. L'intervention directe des usagers et des salarié-es est indispensable pour qu'ils soient réellement au service de la population, de l'utilité sociale et d'un développement écologique.

Le Service Public doit prendre en compte les besoins nouveaux, combattre les nouvelles formes d'inégalités : moyens renforcés pour l'Éducation ; conforter les hôpitaux de proximité ; développement volontariste de services dans les quartiers populaires et dans les régions défavorisées ; offre de prestations nouvelles, socialement utiles et accessibles à toutes et tous pour renforcer la cohésion sociale...



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvnt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

